

## AMIENS Capitale administrative: toujours l'incertitude après le rendez-vous à l'Élysée

Publié le 03/06/2015

Courrier picard



« Ni assurance, ni engagement. Mais au plus haut sommet, on a compris qu'il y a un problème Amiens », résume Brigitte Fouré, à la sortie d'une entrevue de plus d'une heure [avec les conseillers du président de la République](#), ce mercredi 3 juin, à l'Élysée. La maire UDI d'Amiens, le président UMP d'Amiens-Métropole Alain Gest, et la députée écologiste Barbara Pompili, ont de nouveau plaidé d'une même voix, lors de ce rendez-vous, pour qu'Amiens soit capitale administrative de la nouvelle région Nord-Pas-de-Calais-Picardie. En quelque sorte une capitale « bis », à côté de Lille, capitale économique. « Nos interlocuteurs ont conscience qu'un territoire entier se sentira à l'abandon (NDLR, si l'unique capitale est Lille), et que cet abandon sera considéré comme une trahison de l'État », explique Brigitte Fouré. Mais il en faudra sans doute plus pour trouver une issue.

« On nous a de nouveau rassurés sur le maintien des emplois publics à Amiens, poursuit la maire. Le problème, ce sont les centres de décision... Par emplois publics, on comprend par exemple Inspection académique. Mais que devient le Rectorat ? » Or les élus en sont convaincus, des entreprises se tourneront vers Lille, plutôt que vers Amiens, si les grandes directions de l'État déménagent. « Que Lille métropole européenne ne soit pas capitale administrative, ne lui posera jamais de problème. Pour Amiens, où l'emploi public pèse deux fois plus qu'à Lille, ça change tout », conclut Brigitte Fouré.

P.M.